

[ Interview ]

■ ÉCONOMIE

## Les sociétés d'investissement en soutien du Pays

Dans un contexte économique toujours plus ardu, les porteurs de projets se placent plus que jamais en première ligne des acteurs de la croissance. Un rôle primordial, soutenu en partie par le Pays, mais également par de tierces sociétés aux fonds d'investissement spécialisés. À l'image d'Inter Invest, une société métropolitaine dont le directeur général est actuellement sur le territoire.



**Éric Spitz**

Haut-commissaire de la République

### “La Polynésie est épargnée par les efforts faits sur les effectifs”

**L'éducation et la sécurité des citoyens polynésiens sont de la compétence de l'État, ces dépenses sont donc obligatoires de la part de l'État ?**

“Non, sur les 200 milliards de Fcfp, il y a 80 milliards qui servent à rémunérer les fonctionnaires de l'État. Or, il y a plus de 80% de ces fonctionnaires qui sont Polynésiens, y compris au haut-commissariat. On ne peut pas mettre d'un côté le Pays et d'un côté l'État. Ce sont essentiellement des salaires que l'on verse pour financer des compétences qui, si elles n'étaient pas exercées par l'État, le seraient par le Pays. Il faudrait alors que le Pays trouve ces sommes.”

**On entend beaucoup parler de serrage de ceinture ou de baisses d'effectifs en métropole. La Polynésie française n'est-elle pas concernée par ces efforts financiers ?**

“La Polynésie est épargnée par les efforts faits sur les effectifs. Il est même possible que le domaine militaire connaisse une augmentation des effectifs. Nous avons effectué des recrutements extrêmement importants dans le domaine de la police au cours des deux dernières années. Nous pouvons déjà dire que les dépenses en 2023 augmenteront avec la transition écologique.”

**Lorsque vous êtes arrivé en Polynésie française, vous aviez dit : “De l'argent il y en a, mais il n'est pas toujours bien utilisé”. Est-ce toujours un problème aujourd'hui ?**

“Au cours des douze derniers mois, ce problème s'est considérablement amélioré. En 2021, il avait fallu faire deux appels à projets et malgré cela, nous n'avions pas pu dépenser tout l'argent alloué. Il avait fallu le répartir entre les communes. Par rapport au Fonds vert concernant la transition éco-

logique, nous avons presque trop de projets. Nous avons réussi à tous les financer. Les communes ont des projets dans le domaine de l'environnement, de l'assainissement de l'eau, des déchets, de l'eau potable. Nous en avons validé une dizaine ce mardi. Nous n'avons plus à souffrir de cette pénurie de projets.”

**Les négociations autour des indemnités liées aux essais nucléaires tournent autour de 3 à 4 milliards de Fcfp, très loin des 100 milliards évoqués par un président de la CPS ?**

La CPS a proposé que l'État lui rembourse 71 000 euros (soit 8,5 millions de Fcfp) par cancer reconnu par le Civen (Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires, NDLR). C'est une proposition qui me paraît raisonnable, je l'ai transmise au ministère de la Santé. Compte tenu du nombre de personnes qui ont été déclarées atteintes d'un cancer en raison des essais nucléaires, l'indemnisation avoisinerait à court terme les 3,5 milliards de Fcfp en respectant la proposition de la CPS. On peut imaginer à plus long terme 5 milliards de Fcfp. Les 100 milliards Fcfp dont certains parlent représenteraient le remboursement de tous les cancers depuis 1985. Il me semble quand même qu'il y a des pays dans le monde où il y a des cancers alors qu'il n'y a pas eu d'essais nucléaires. On ne peut pas ramener tous les cancers du pays aux essais nucléaires.”

**Ce remboursement pourra être effectif quand ?**

“Je souhaite avoir une réponse du ministère de la Santé avant la fin de l'année.”

Propos recueillis par Jules Bourgat

Le directeur général du groupe métropolitain Inter Invest, Benoît Petit, est actuellement au fenua dans le cadre de la visite annuelle qu'il rend à son antenne locale. L'occasion pour Tahiti Infos de le rencontrer. Il revient notamment sur l'importance de ces sociétés d'investissement pour l'économie locale. “Notre métier est très simple, c'est d'aider les entreprises, de toutes tailles, à structurer et monter leur projet d'investissement de la meilleure façon possible.”

Concrètement, cela se traduit sur trois axes majeurs : “D'une part, l'obtention d'aides publiques, qui peuvent être complètement différentes en fonction de si nous sommes dans un département ou une collectivité d'outre-mer”, indique Benoît Petit, avant de poursuivre : “Et ici, en Polynésie, il existe deux grands outils qui s'offrent aux porteurs de projet : la défiscalisation métropolitaine et la défiscalisation en loi du Pays ou locale, qui sont parfois cumulables mais pas tout le temps.” Et aujourd'hui, la société ne se contente pas de la défiscalisation : “Pour l'entrepreneur, il y a un reste

à financer. Nous sommes capables également d'apporter des capitaux propres sous forme d'augmentation de capital en actions ou en obligations convertibles. Pour cela, nous avons des fonds d'investissement spécialisés gérés par notre société Elevation Capital Partners. Nous disposons également d'autres fonds, destinés aux professionnels de l'immobilier par exemple.”

**QUATRE GRANDS SECTEURS VISÉS**

Et les secteurs d'activité éligibles ne manquent pas en Polynésie française. Mardi, Benoît Petit rencontrait le président de la Polynésie française, Moetai Brotherson, afin de discuter des différents secteurs qui bénéficieraient, d'une manière ou d'une autre, d'une politique de défiscalisation favorable : “Il a été question surtout de quatre grands secteurs”, selon le directeur d'Inter Invest. “Tout d'abord le tourisme, mais contrairement au passé, cela concernera surtout les plus petites unités, avec l'insertion de la population locale et de la composante environnementale. L'agriculture et tout ce

qui concerne la transformation primaire également. Le secteur de la transition énergétique et du photovoltaïque aussi. Et enfin, le gouvernement semble vouloir mettre l'accent sur l'innovation, le digital et l'informatique.” Un échange constructif selon Benoît Petit, qui affirme par la même occasion la volonté du gouvernement de se tenir loin des approches “court-termistes”.

Des secteurs d'activité et des porteurs de projet qui peuvent se réjouir, puisque dans certains cas, la double défiscalisation peut monter jusqu'à environ 60%. À l'exemple notamment de l'acquisition du nouvel Apetahi Express du groupe Degage, largement accompagnée par Inter Invest. “Nous sommes heureux d'avoir soutenu le projet depuis la commande du navire, qui a d'ailleurs dû se faire de manière précipitée. Nous avons obtenu la double défiscalisation, et participé au financement en payant les acomptes du chantier naval, entre autres”, conclut fièrement Benoît Petit.

Wendy Cowan



■ Benoît Petit, directeur général d'Inter Invest, et Camille Andrieux, directrice régionale.

© Bertrand Prévost

© Wendy Cowan